

Présidentielle américaine: pourquoi des républicains informés et rationnels votent Trump

Par [Pierre-Yves Dugua](#)

Publié hier à 21h09, mis à jour il y a 15 minutes

ANALYSE - Ils ont beau ne pas goûter les extravagances du candidat républicain, nombre d'électeurs de droite « modérés » sont prêts à voter pour le milliardaire new-yorkais pour des raisons économiques et par rejet de Kamala Harris.



Donald Trump en meeting à Atlanta, le 15 octobre. Dustin Chambers / REUTERS

En dépit d'une campagne assez décousue, articulée autour de discours fleuves où [Donald Trump](#), égocentrique et caricature de lui-même, donne l'impression de raconter tout ce qui lui passe par la tête, le candidat républicain fait toujours [jeu égal avec Kamala Harris](#). Les Américains sont-ils devenus fous ? La moitié des électeurs américains admirent-ils vraiment ce personnage outrancier, affabulateur, inconscient de la portée planétaire de ses propos ? En d'autres termes, peut-on être intelligent, informé et voter pour un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche ?

« *Il est fou. Il n'écoute personne. Il raconte n'importe quoi. D'accord. Mais on ne peut pas dire que les politiques qu'il a appliquées de 2017 à 2021 étaient mauvaises* », explique Paul Hodey, juriste, conseiller fiscal, républicain bon teint, septuagénaire de la région de Washington. En deux phrases voilà résumées les raisons pour lesquelles des conservateurs reaganien, des libéraux, des partisans de « l'ordre et de la loi », des chrétiens fondamentalistes, des diplômés, des chefs d'entreprise - en majorité des hommes - sont prêts à voter pour un tel personnage.

Immunisés face aux outrances

N'en déplaise aux rares républicains, souvent d'anciens de l'Administration de George W. Bush, qui ont depuis longtemps rompu avec le trumpisme, la version 2024 de Donald Trump ne fait pas peur à la majorité de la droite américaine. En Pennsylvanie, par exemple, seulement 20 % des républicains qui s'identifient comme « non-Maga » (ils ne se reconnaissent pas dans le slogan « *Make America Great Again* ») voteront pour Kamala Harris.

Les républicains traditionnels semblent immunisés face aux outrances du candidat populiste. Ils ne prennent pas au pied de la lettre ses promesses de droits de douane de 60 % frappant les produits chinois, mesure qui relancerait l'inflation et provoquerait des rétorsions massives de Pékin. Quant à son engagement à mener « *des déportations massives* » de millions d'immigrants illégaux, il est perçu comme de l'hyperbole électoraliste.

Les conservateurs se souviennent en revanche des quatre années d'administration Trump. Au-delà du chaos, des revirements et des incohérences, beaucoup ont malgré tout trouvé leur compte dans son bilan. Donald Trump a réduit les impôts, fait nommer des conservateurs à la Cour suprême, préservé la croissance et le plein-emploi

sans inflation, fait grimper Wall Street, aboli des réglementations honnies par les industriels, limité l'immigration, dopé la production nationale d'énergie et inauguré une nouvelle politique commerciale protectionniste finalement maintenue et même complétée sous Joe Biden.

Délires démagogiques

La thèse d'un second mandat qui détruirait la démocratie, par un Donald Trump qui ne serait plus entouré que de fanatiques incompetents, ne convainc pas la majorité des républicains modérés. Ils jugent les contre-pouvoirs nombreux aux États-Unis. Et le bouillonnant Trump, s'il a l'ego d'un dictateur, leur semble trop brouillon et dilettante pour monter un coup d'État.

Ces électeurs traditionnels de droite, mal disposés à l'égard du populisme, se félicitent in petto que les délires démagogiques de campagne du septuagénaire séduisent un électorat populaire lassé du mondialisme élitiste des leaders démocrates. La seule chance de faire voter républicain des États comme le Michigan ou le Wisconsin semble être effectivement de rallier les cols bleus avec un message nationaliste. Beaucoup lui auraient préféré Nikki Haley, mais cette dernière ayant été balayée lors des primaires, une fois de plus ils se résignent à voter Trump en se pinçant le nez.

Leur démarche est renforcée par la conviction que le numéro de centriste interprété par Kamala Harris n'est guère crédible. On sait qu'elle vient de la gauche démocrate de San Francisco, laquelle la finance largement. La vice-présidente a toujours été fière d'être « progressiste » et « woke », sauf depuis le début du mois d'août. Son programme non chiffré est une collection de crédits d'impôt et d'aides fiscales destinés à rallier des hésitants mais n'est pas particulièrement centriste. Elle prétend réconcilier un peuple américain déchiré. Pour autant, elle propose des aides directes à la création d'entreprises réservées aux non-Blancs. En outre, elle ne regrette rien de l'action politique de Joe Biden, dont elle se dit en tous points solidaire.

Une menace

Dans une Amérique traumatisée par [une inflation bien plus élevée qu'en Europe](#), qui s'est traduite par des baisses effectives de pouvoir d'achat, même les républicains méfiants à l'égard de Trump sont peu enclins à donner sa chance à une créature de la machine démocrate, ravie d'avoir fait exploser les dépenses publiques au nom du climat et de la politique industrielle.

D'une manière générale, ces électeurs de droite, méfiants à l'égard de Trump, le sont encore plus à l'égard de la presse, qui voit en lui une menace pour la démocratie. À leurs yeux, cette presse s'est décrédibilisée, par exemple en refusant pendant au moins un an de révéler à quel point [Joe Biden](#) était déjà très diminué par l'âge. Pontifiante et condescendante à l'égard de l'Amérique profonde, elle est accusée d'avoir failli à sa mission en refusant longtemps de couvrir l'explosion de l'immigration clandestine. De fait, ce n'est que lorsque ces deux questions sont devenues évidentes pour tous (comment ignorer l'arrestation en 2023 de plus de 10 millions de migrants à la frontière ?), que les rédactions politiquement correctes ont été forcées de corriger leur narratif par trop conforme à celui de la Maison-Blanche.